

### BAL TRAGIQUE A L'ELYSEE

PS  
PRATIQUE

La section  
58 avenue Jean  
Jaurès  
tel : 0146268703

Les élus  
groupe « Meudon  
Pluriel »  
58 avenue Jean  
Jaurès

La Fédération  
du 92  
[www.ps92.asso.fr](http://www.ps92.asso.fr)

Le Parti  
Socialiste  
[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

L'immense désir d'avenir porté par les millions de citoyens mobilisés dans les rues de notre pays contrastait singulièrement avec les manœuvres sombrement politiciennes d'une droite obsédée par ses seules querelles intestines. Le fléau du chômage, et notamment celui des jeunes, mérite décidément mieux que la réponse sortie d'un bal tragique et donnée par le trio infernal Chirac-Villepin-Sarkozy. **Bal tragique à l'Élysée, car pour la première fois depuis 1958, la France a deux premiers ministres mais plus de gouvernement.** Mieux, après avoir dissous l'Assemblée Nationale sur les conseils d'un grand garçon échevelé, le locataire de l'Élysée a dissous son chef du gouvernement. Bal tragique, on vous dit...

Bal tragique pour la démocratie quand un Président, dont la mission essentielle est de garantir la Constitution, annonce dans un même mouvement – prenez votre souffle - qu'il promulgue une loi tout en commandant à ce qui reste du gouvernement de ne pas l'appliquer en attendant que le Parti du frère ennemi prépare un autre texte pour modifier celui en vigueur qu'il ne faut pas appliquer<sup>1</sup>... **En droit constitutionnel, le fait pour le Président d'appeler *urbi et orbi* à méconnaître une loi pour convenance politique porte le doux nom de haute trahison...** En psychologie, cela doit ressembler à de la schizophrénie ou, en tout cas, à un gros mal de tête. En politique, c'est un appel à la désobéissance civique. Mieux que tous les arracheurs d'OGM réunis... Bref, c'est grotesque alors qu'il suffisait de demander une nouvelle délibération de la loi au cours de laquelle le Parlement aurait pu supprimer l'article ayant créé le CPE dont personne ne voulait. Mais tout le monde a compris que l'intérêt général n'avait rien à voir avec les manœuvres de J. Chirac. **Au moins celui-ci aura-t-il achevé la Vème République en la noyant dans le ridicule** ; au risque, malheureusement, de faire se gondoler le monde entier au dépend de la France. Mais personne ne peut se réjouir d'une telle crise de régime. Car il y a urgence à répondre aux attentes du pays.

Loin de ceux qui se sont rêvés au Pont d'Arcole et ont fini à Waterloo, le temps est venu de recréer un dialogue social sincère avec les acteurs syndicaux, en impliquant le Parlement grâce à un vrai débat en amont. En renouant avec le meilleur d'elle-même, la France peut réaliser **de vraies réformes, celles qui se font avec les citoyens mais pas contre eux.** Pour réinventer l'avenir.

Marc Mossé

### Débat sur la pauvreté et le chômage

*Meudon Oxygène*  
Directeur de la publication :  
Benoît ABADIE  
Comité de rédaction :  
Marc MOSSE  
Janine FORESTIER  
Françoise ROURE  
Martine ROUX  
Gautier KERTUDO  
Cyril JAYET  
Akim TAIBI  
Dépôt légal en cours

Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC) (1) avait organisé le 21 mars dernier à Sèvres une conférence-débat sur la pauvreté. Animée par Emile Favard de Meudon, ancien rédacteur en chef du journal « les Echos ». Martin Hirsch et Jean-baptiste de Foucault ont fait part à un auditoire d'environ 200 personnes de leurs réflexions sur la manière de lutter contre une situation intolérable : plus de 3,5 millions de personnes dont un million d'enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté suivant les critères français, le double si l'on retient les définitions européennes. Se basant sur un rapport remis au Gouvernement en Avril 2005 par la « Commission familles, vulnérabilité, pauvreté » qu'il a présidée, Martin Hirsch a fait un constat et suggéré des pistes nouvelles

Suite page 2



Consultez le site du PS à MEUDON  
<http://ps.meudon.free.fr>

Le constat est que si la pauvreté a sensiblement diminué entre 1970 et 1979, elle reste pratiquement stable depuis cette date et marque une tendance à la hausse depuis 2003.

Mais surtout, ce ne sont plus les mêmes personnes qui sont touchées ; il y a plus de 30 ans, la pauvreté concernait d'abord les personnes âgées et relativement peu les personnes actives. Aujourd'hui, parmi les personnes pauvres on ne trouve plus que 8% de personnes âgées (au lieu de 30%) et tout le monde, actifs ou inactifs, est concerné.

En plus des chômeurs on trouve en effet des travailleurs occasionnels, des salariés à temps partiel subi (supermarchés par exemple) ou précaires, voire des salariés à plein temps au SMIC et même au-dessous.

Par ailleurs, la pauvreté est moins facile à caractériser, car elle implique de plus en plus des composantes complexes comme le logement, la santé ou le surendettement

L'objectif est que le travail permette à tous d'avoir les moyens d'une existence digne.

Or, l'écart trop faible entre l'aide sociale et la rémunération du travail n'est pas une bonne incitation à la reprise d'une activité qui entraîne, en outre, la perte d'avantages accessoires non négligeables comme le transport gratuit, alors que les charges augmentent, tel le coût du crédit.

La situation normale devrait être qu'avec un travail à plein temps on reste toujours au-dessus du seuil de pauvreté. Les revenus provenant des minima sociaux doivent être un supplément au travail et non l'inverse.

A ce sujet, JB de Foucault a souligné l'échec du RMI dans son volet « insertion ». L'allocation a en effet été mise avant l'insertion parce que les politiques n'y ont pas cru et n'ont pas mis en place les dispositifs et moyens qu'il fallait, comme l'ont fait par exemple les pays nordiques, pour soutenir les chômeurs par le suivi personnalisé de leur retour à l'emploi.

#### ***Une proposition: Le revenu de solidarité active (RSA)***

Pas de changement de revenu pour les ménages sans activité ; cependant un mécanisme complémentaire serait mis en place pour favoriser le retour à l'emploi.

Pour les travailleurs pauvres, le rapport propose de créer une prestation nouvelle : le « Revenu de solidarité active » qui intègre aussi bien les minima sociaux (RMI, ASS, API) que les aides fiscales comme la prime pour l'emploi ; les prestations familiales (et éventuellement les aides au logement) seraient maintenues. Tout revenu tiré du travail déclencherait une diminution des prestations inférieure d'environ 50% du gain provenant du travail quel que soit le nombre d'heures travaillées.

Le coût du dispositif RSA calculé par les membres de la Commission (dont plusieurs organismes publics) serait de l'ordre de 5 à 6 milliards € par an.

Les conditions de sa mise en œuvre passent par une recherche une logique contractuelle qui permette à tous d'avoir tout de suite un statut et non pas de passer successivement de l'état de bénéficiaire de minima sociaux à celui de travailleur pauvre et souvent précaire, puis espérer enfin un revenu correct et stable. Pour cela l'Etat, les collectivités locales, les syndicats, les entreprises doivent signer des contrats d'objectifs chiffrés.

#### **Les priorités**

Faut-il donner dans notre combat la priorité à la lutte contre le chômage ou à la pauvreté ?

On peut s'interroger sur la pertinence de la question tant les relations entre pauvreté, chômage et emploi sont étroites et complexes. Mais toute situation de chômage n'est pas synonyme d'une situation de pauvreté et l'emploi ne protège pas à lui seul de la pauvreté.

Pourtant, JB de Foucault insiste sur l'importance d'un combat prioritaire contre le chômage « qui est en soi, une pauvreté », car « la notion de pauvreté monétaire ne prend pas en compte l'exclusion »

Il abordera également l'ardente obligation de créer des emplois.

Il soulignera à cette occasion l'action originale de l'association SNC qui, à partir des dons collectés, crée des emplois dans le secteur non-marchand, pour permettre à des chômeurs en difficulté de se réintégrer plus facilement dans le monde du travail.

Mais il faut aussi que le pays adopte une politique économique à long terme: deux modèles sont possibles à cet égard :

- le modèle libéral, relativement efficace pour créer des emplois, mais de mauvaise qualité : ses moyens sont le blocage du salaire minimum, une large ouverture du marché du travail et la réduction des impôts

- le modèle « nordique » tout aussi efficace en prenant des mesures inverses : des impôts élevés, des négociations globales entre les partenaires sociaux, un large soutien des demandeurs d'emploi.

La préférence du conférencier va plutôt au dernier modèle « plus respectueux des Droits de l'homme qui incluent les droits sociaux ». En réponse à la question d'un auditeur sur la mondialisation, il précisera cette pensée : la mondialisation, dit-il, privilégie les droits économiques aux dépens des droits sociaux. En fait, elle crée une nouvelle division entre l'économique et le social. La question fondamentale est donc de savoir si nous saurons globaliser la solidarité. Cette démarche implique que les Etats respectent leurs engagements.

Maurice Badiche

*L'action du groupe SNC de Meudon-Sèvres : une centaine de chômeurs accompagnés au cours des 5 dernières années, avec un taux de retour à l'emploi de près de 50%, et 7 contrats de réinsertion financés par SNC. Son ambition est de faire de chaque citoyen un acteur de la lutte contre l'exclusion par le chômage, dans le cadre d'un vaste mouvement de solidarité. L'association continue bien sûr de rechercher l'aide de bénévoles et donateurs.*

**SNC, Solidarités nouvelles face au chômage est une association loi 1901, à but non lucratif, indépendante des pouvoirs publics, de tout parti politique ou confession religieuse. 90 groupes locaux en France de 10 à 15 bénévoles accompagnent par an 1800 chômeurs en difficulté.**  
**Siège social 2 Cité Bergère 75009 Paris –**  
**[www.snc.asso.fr](http://www.snc.asso.fr).**  
**Groupe Meudon-Sèvres :**  
**tél 01 45 34 43 21 ou 01 45 07 14 86**

# MEUDON et ARC DE SEINE

## Les chemins de Meudon

Nous savons tous que nous habitons une ville agréable et même privilégiée en région parisienne. La verdure et le cadre de vie de Meudon est une situation si enviable que le prix de l'immobilier ne cesse de monter rendant l'installation des jeunes générations quasi impossible.

Mais si l'installation à Meudon devient difficile pour les jeunes, elle nécessite également de s'équiper de voiture spéciale. Pour habiter et circuler dans notre ville il faut maintenant posséder un gros 4X4, véhicule bien peu citoyen et peu garant de développement durable. Mais pourquoi donc vous demandez vous ? Oh certes pas pour singer certains étalant leurs moyens financiers. Non la raison est seulement pratique, les ornières innombrables, les plaques de bitumes arrachées ou les réparations bâclées nous obligeront bientôt à utiliser ce type de véhicule dans les rues de notre commune.

Il devient en effet scandaleux de voir à quel point la voirie est de mauvaise qualité. En dix ans et exceptée la route pour monter à Meudon La Forêt aucune des rues principales n'a été refaite proprement. Les revêtements sont constellés de trous et ajouter au stationnement anarchique la conduite dans notre ville devient très difficile et même dangereuse.

La voirie n'est pas de la seule responsabilité de la municipalité mais nous sommes en droit de demander à M. Marseille pourquoi si peu de choses sont faites dans ce domaine dans une ville riche. L'entretien de nos rues est un besoin essentiel spécialement à Meudon si étendue et avec autant de dénivelé.

La municipalité s'est déchargée de la gestion des HLM au profit de M. Santini et de l'Intercommunalité, il lui reste donc bien le temps de se pencher sur ce problème qui complique le quotidien de tous les Meudonnais, à moins que ça aussi la ville préfère le confier à d'autres ?

**Benoît Abadie**

## Les échos de l'interco Arc de Seine

### Un coup de jeune pour le service public de l'emploi

#### Avis de réunion publique sur la maison de l'emploi Arc de Seine

**Le jeudi 11 mai 2006  
(appeler le 01 46 26 87 03 pour y assister)**

**avec Jean LEVAIN  
Vice-président de la Communauté d'agglomération Arc de Seine,  
Conseiller régional et Maire de Chaville**

**et les élus de la gauche plurielle ( PS, PC, PRG, Verts) et associative à Meudon**

La loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 a donné compétence aux collectivités locales pour participer à l'organisation du service public local de l'emploi. La communauté d'agglomération Arc de Seine a reconnu d'intérêt communautaire la création et la gestion d'une maison de l'emploi au titre de sa compétence « politique de la Ville » le 12 octobre 2005.

Dans nos cinq villes ( Issy les Moulineaux, Meudon Vanves, Chaville et Ville d'Avray) qui constituent l'Arc de Seine, nous avons le triste privilège de rencontrer une proportion élevée de jeunes chômeurs très qualifiés. Des associations se sont mobilisées pour accompagner l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi des femmes et des chômeurs de longue durée, qu'il s'agisse de personnes en grande précarité comme de requalification de cadres et de création de très petites entreprises.

La bataille pour l'emploi dans des conditions acceptables de dignité et de stabilité nous concerne tous. La Maison de l'emploi est l'un des rares projets à vocation sociale de l'Arc de Seine pour laquelle vos élus de gauche se sont mobilisés. Nous vous proposons de vous présenter les objectifs poursuivis par ce projet et de débattre des conditions de sa mise en oeuvre, en appui sur l'action associative.

**Françoise Roure-Hullo**

## Un trotskiste se cacherait au sommet de l'Etat !

Tout le monde se souvient du passé trotskiste de L. Jospin révélé en 2001. Nous sommes en mesure de vous révéler que J. Chirac a lui aussi, et depuis longtemps, la double appartenance. Il était chargé d'infiltrer l'UDR, puis le RPR et aujourd'hui l'UMP pour le compte d'une formation trotskiste dissidente (le Cercle Proletaire Enfiévré). Sa mission : faire gagner la gauche. Ses réussites les plus récentes : 1997, 2004, 2005, 2006, et bientôt sur vos écrans 2007... Son pseudo : Gérard. Merci Gérard.

**Léon Piolet**

## L'usure du pouvoir

Il y a longtemps que la France n'avait pas connu une telle mobilisation. Pourtant, s'il a surpris le gouvernement, ce mouvement social, long et massif puisque les manifestants se comptaient en millions, n'est pas sans rappeler certains précédents : les récentes émeutes en banlieue malheureusement avec la présence de « casseurs » en fin de cortège, mais aussi pour certains les grandes grèves de 1995 ou encore mai 68. Si la comparaison est bien entendu excessive, les barricades érigées dans le quartier latin et surtout à la Sorbonne ainsi que les affrontements avec les CRS avivent les souvenirs. Mais au-delà des excès condamnables de certains jeunes préoccupés par le CPE, si l'on peut faire cette comparaison, c'est avant tout à cause de ce que l'on peut appeler « l'usure du pouvoir ».

Un an avant de se voir désavoué par les urnes, la politique du Général De Gaulle, qui avait au moins eu le mérite de porter des années durant le prestige de la France, était caractéristique du raidissement d'un pouvoir dominateur, dépassé par les évolutions de la société de l'époque. C'est dans une certaine mesure ce que l'on retrouve aujourd'hui. Un Premier Ministre autoritaire et peu porté sur le dialogue, qui n'a pas su voir en quoi son action choquerait l'opinion publique et amènerait une grande partie de la jeunesse à s'opposer frontalement à sa politique ne voit toujours pas aujourd'hui ce qu'il a à perdre en refusant le dialogue.

Faut-il alors s'étonner de voir de nombreux étudiants manifester, mais aussi bloquer leurs facs ? Que peuvent-ils donc faire face à un pouvoir qui, disposant de la majorité absolue au Parlement, peut se permettre le luxe de n'entendre aucune des critiques qui lui sont faites, face à un « Etat-UMP » pour qui le dialogue social n'est décidément pas à la mode ? Faut-il encore le rappeler : le CPE a été adopté sans aucune forme de concertation moderne par un parti isolé qui pensait pouvoir s'en passer, puisque le CNE n'avait suscité aucune mobilisation. Mais étendre ce type de contrat à des entreprises qui n'en ont pas réellement besoin (quel risque y a-t-il à embaucher un jeune quand on a déjà des centaines de salariés ?), en faire la règle pour une population déjà discriminée sur le marché du travail, faire de la concurrence entre jeunes et salariés plus âgés la réponse au chômage des jeunes ne va pas de soi pour une majorité de citoyens

Les jeunes, seuls ou avec leurs aînés se sont donc mobilisés, courageusement. Car perdre plusieurs semaines de cours quand on a des examens en fin d'année, réserver son après-midi à une manifestation n'est pas un plaisir. C'est un sacrifice pour combattre une mesure que l'on estime injuste. Ce « bras de fer » ils ne l'ont pas souhaité

Le Premier Ministre lui, n'a, à aucun moment, estimé bon de chercher à entamer un réel dialogue avec « la rue », croyant être le seul à pouvoir dire ce qu'est l'intérêt national. Les troubles qu'a connus le pays en furent la conséquence.

MJS Meudon



**Venez nous rencontrer**

**ou adhérer**

Adressez ce coupon à  
**PARTI SOCIALISTE**

58 av Jean Jaurès  
92190 Meudon

Je souhaite prendre contact avec le Parti Socialiste

Je souhaite adhérer au parti socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Tel : .....

email : .....

ou sur le site du <http://ps.meudon.free.fr>